

Lutte de classe

Défendre la République, laquelle ? La République sociale !

D'une part, les conséquences de la crise du capitalisme et les moyens à mettre en oeuvre pour la faire supporter aux masses divisent l'ensemble des partis liés au capital, d'autre part, ils mettent en lumières les contradictions des partis qui se réclament de la classe ouvrière.

La Ve République a été instaurée par de Gaulle en 1958 pour garantir la pérennité des intérêts du capitalisme français sur le marché mondial, tandis que les contre-réformes mises en oeuvre par Sarkozy ont pour seul objectif de privilégier les intérêts des banquiers et du capitalisme mondial dominé par l'industrie financière. La libéralisation du marché mondiale qui avait franchi une nouvelle étape au début des années 90, s'est accélérée à partir du début des années 2000 sous la pression de l'impérialisme américain, conduisant à la suprématie des intérêts du capitalisme mondiale sur les économies nationales dans tous les pays où le capitalisme était le plus développé dans le monde. La prise de contrôle de l'UMP par Sarkozy, puis son élection, en sont directement le produit ou l'expression.

Si la majorité des contre-réformes entreprises par Sarkozy satisfont les patrons, à l'opposé, en s'attaquant pratiquement simultanément ou sans répit à l'ensemble des acquis sociaux et politiques du prolétariat, il a pris le risque de mécontenter toutes ses couches et qu'elles cherchent le moyen de se rassembler pour résister à sa politique anti-ouvrière, ce qui pourrait se traduire dans un premier temps par une défaite de l'UMP aux prochaines élections régionales. Un très fort taux d'abstention devrait être analysé comme une défaite pour Sarkozy, au-delà des régions que l'UMP pourraient gagner au détriment du PS. Plus que les attaques du gouvernement contre la petite bourgeoisie, c'est le climat irrespirable qui règne en France qui pourrait décider de larges fractions de cette classe de le lâcher.

Affaibli mais pas isolé, Sarkozy compte sur le développement de la collaboration de classes à tous les niveaux pour continuer d'appliquer son programme réactionnaire. C'est dans ce cadre et cette perspective qu'il faut situer la question de l'identité nationale qu'il a remise sur le tapis. Il sait parfaitement qu'elle est un facteur de division au sein du prolétariat et de la petite bourgeoisie. L'un de ses objectifs prioritaire est d'éviter à tout prix que ces classes ne s'unissent contre le pouvoir en place.

Au sein de la classe ouvrière, il sait qu'il peut compter sur les services des dirigeants des syndicats pour entretenir les divisions qui règnent dans le mouvement ouvrier. De leur côté, les médias lui servent de relais en défendant le collabo Thibault contre Delannoy qui défend un syndicalisme de lutte de classe. Quant aux partis qui se réclament de la classe ouvrière, soit ils sont incapables de s'unir parce que certains le soutiennent ouvertement, le PS et le PCF, soit ils sont incapables de s'unir sans proposer la moindre issue politique, le POI, le NPA et LO. Ainsi le prolétariat se retrouve neutralisé, ce qui fait bien l'affaire de Sarkozy.

Pour diviser les rangs de la petite bourgeoisie, il peut compter sur Cohn-Bendit chez les Verts, sur Royal au PS, Bayrou et le MoDem jouant le rôle de joker dans cette partie.

On pourrait se poser une question : y a-t-il une contradiction entre d'un côté ses appels à l'union nationale, et de l'autre l'identité nationale qu'il avance aujourd'hui ? On pourrait ajouter la défense de l'intérêt général qui fait partie de son discours et que l'on retrouve dans bon nombre de questions, par exemple la question environnementale.

Il semble avoir compris que l'heure n'était pas à l'union nationale, qu'elle n'était pas indispensable et qu'il pouvait se satisfaire du consensus existant entre l'UMP et le PS ou encore le PCF et les Verts, l'ensemble de ces partis ayant soutenu son sauvetage des banques. Le point commun à l'union nationale, à l'identité nationale et à l'intérêt général ou encore au bien commun, c'est qu'ils incarnent tous une politique qui se situe au-delà du clivage entre les classes sociales, qu'ils tendent à nier la lutte des classes au profit de la classe dominante, celle des exploités, dont les uns et les autres défendent les intérêts.

Insister sur l'union nationale ne donnerait aucun résultat puisque la très grande majorité du prolétariat rejette tous les partis institutionnels. On pourrait penser au premier abord qu'en avançant un élément de division du prolétariat avec l'identité nationale, il existerait une contradiction avec l'objectif de rassembler une majorité autour de lui. Cette contradiction est bien réelle, mais à mon avis ce qu'il vise uniquement en orchestrant cette opération, c'est d'en tirer profit pour en avoir été à l'initiative, c'est un calcul (électoral mais pas seulement) à court terme comme en font les spéculateurs en bourse. Avec la crise, il n'a pas ou plus les moyens de proposer un projet de société à long terme à la population. De plus, avec l'échec annoncé du sommet de Copenhague en décembre prochain, il devait recentrer rapidement sa politique sur un autre sujet pour continuer d'occuper le terrain politique (et médiatique). Ainsi il passe du coq à l'âne, d'un sujet susceptible de rassembler à un sujet qui divise les classes dont il veut affaiblir le poids politique. Chacun sait que la question de l'identité nationale vise les Français issus de l'immigration et dont la grande majorité appartiennent à la classe ouvrière, ce qui revient à ressortir la question de l'immigration chère au FN. Mais pas seulement.

Cette question émerge au moment où il entend liquider les petites communes et les départements, elle sert donc également à rassurer ses propres rangs, parmi lesquels de nombreux élus UMP qui sont farouchement opposés à cette contre-réforme.

En résumé, selon l'angle sous laquelle on attaque cette question où la classe à laquelle on appartient, on s'aperçoit qu'elle comporte plusieurs facettes. Certains insistent sur les valeurs de la République qui constitueraient les bases de l'identité nationale, tandis que d'autres privilégient la culture et la langue, et si l'ensemble se retrouvent finalement pour reconnaître que l'ensemble de ces valeurs et acquis suffisent à définir l'identité nationale, c'est pour mieux s'en prendre à ceux qui ne les partagent pas forcément ou ne les respectent pas, c'est-à-dire, une fraction du prolétariat issue de l'immigration qui ne se reconnaît pas dans cette République démocratique bourgeoise, et pour cause, elle se confond en grande partie avec les institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République qui passent leur temps à les matraquer ou les confine dans la précarité et la pauvreté.

Le développement de la crise du capitalisme est de plus en plus incompatible avec l'existence même à minima d'un régime démocratique. La remise en cause des valeurs de la République s'accommode en revanche de l'existence des institutions de la Ve République, ce qui aboutit logiquement au rejet des unes et des autres. C'est contre cette tendance qui se développe inexorablement que Sarkozy entend combattre, car elle présente un danger à terme pour la stabilité et la survie du régime.

Dès lors que l'on a établi ce constat, le meilleur moyen de défendre les valeurs (universelles) de la République, c'est de s'attaquer aux piliers du régime incarnés par Sarkozy et la Ve République puisqu'ils en sont les principaux fossoyeurs, dans la perspective d'une République sociale basée sur le socialisme de Marx et Engels, d'un Etat ouvrier basé...

Ceux qui défendent la République dans une autre perspective ou sans perspective politique, ne font rien d'autres que reprendre à leur compte la vieille formule opportuniste employée en Espagne ou en Allemagne dans les années 30 qui a mené la classe ouvrière aux plus grands désastres de son histoire, en prétendant défendre la démocratie qui ne peut avoir qu'un contenu bourgeois puisqu'elle n'a jamais eu un autre contenu en l'absence d'un Etat ouvrier, contre sa négation, la dictature ou le fascisme, au mieux, ils ne font que manifester leur incompréhension des tâches qui incombent à l'avant-garde du prolétariat dans la situation actuelle ou leur impuissance, au pire, ils préparent le prolétariat à connaître de terribles défaites.

Le demi-siècle de lutte de classe qui vient de s'écouler, a prouvé amplement que lorsque le combat du mouvement ouvrier pour des revendications démocratiques bourgeoises (alimentaires) ne se situait pas dans la perspective du socialisme, il devenait impossible d'envisager un jour de poser directement la question du pouvoir et tout espoir de changer la société s'évanouissait, ce qui explique le comportement des masses aujourd'hui, au-delà du seul rôle des appareils qui ne suffit pas à tout expliquer, encore moins à comprendre la situation.

C'est seulement en combattant pour renverser le régime dans la perspective d'une République sociale, du socialisme, que l'on avancera vers notre objectif en construisant le parti révolutionnaire dont la classe a besoin pour prendre le pouvoir.